



La valse libérale vire au Concours Lépine

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

Visiblement, le gouvernement accélère le tourbillon des réformes dites structurelles, visant à déréglementer, privatiser et flexibiliser, pour entrer dans le moule dangereux du pacte budgétaire européen.

Le ministre de l'Économie est à la manœuvre avec un projet à caractère interministériel concernant d'autres ministères, tels que celui du Travail ou de la Justice.

Sur le travail du dimanche, le gouvernement entend ainsi accroître son développement en élargissant géographiquement les zones concernées : zones commerciales, touristiques ou touristiques internationales.

Dans les zones dites touristiques, les entreprises de moins de 20 salariés ne seront pas tenues de prévoir des contreparties aux salariés.

En quelque sorte, on ne veut pas augmenter les salaires mais on espère accroître la consommation par ce biais! Quant au volontariat, tout le monde sait qu'il est aléatoire. Un refus de travailler le dimanche peut en effet bloquer une embauche.

Il en est de même pour le « travail en soirée », qui percuterait le travail de nuit.

Sur le plan social, ce projet de loi « fourre-tout » vise aussi l'épargne salariale, la méde-

cine du travail ou la déréglementation de certaines professions.

En complément, le ministre de l'Économie a voulu reparler des 35 heures, proposant des assouplissements par des accords majoritaires d'entreprise dont le seul objet serait d'accroître la flexibilité en payant moins cher les heures supplémentaires. Et apparemment un rapport franco-allemand préconiserait la même chose, ainsi qu'un gel ou une modération salariale.

La valse libérale vire au Concours Lépine. Comme nous l'écrivions il y a quelques semaines, le gouvernement accentue l'austérité libérale teintée d'autoritarisme social, dans une démarche de « va-tout », du style « ça passe ou ça casse ».

Et ce ne sont pas les orientations en matière de réforme territoriale qui rassureront.

Le rôle de l'État comme garant de l'égalité républicaine s'étiole de plus en plus, avec un glissement accentué vers une France régionalisée et communautariste.

Face à de telles dérives, il est de notre responsabilité de tirer la sonnette d'alarme. Ce sera notamment le cas à l'occasion de notre rassemblement national du 16 décembre prochain.